

CIRCULAIRE AD 62-10 DU 14 MARS 1962

Archives des dommages de guerre 1939-1945

Le Directeur Général des archives de france

aux

Directeurs des services d'archives des départements

La liquidation progressive des services des dommages de guerre 1939-1945, à laquelle il est actuellement procédé, m'a amené à prendre, en liaison avec le ministère de la construction, un certain nombre de décisions au sujet du tri et de l'archivage des dossiers des dommages de guerre, sur rapport de M. Favreau, conservateur aux Archives nationales, que j'avais chargé d'étudier cette question.

J'attire particulièrement votre attention sur le § IV C ci-dessous, où sont données toutes précisions quant aux conditions d'exécution des opérations de tri qui doivent être effectuées en 1962.

I. HISTORIQUE DE LA QUESTION

La question des dommages de guerre ne se pose en fait qu'avec la première guerre mondiale, bien que, dès le 11 août 1792, l'Assemblée nationale ait " décrété l'urgence et posé le principe de la responsabilité nationale " en cas de guerre. La loi du 26 décembre 1914 a établi le droit à réparation pour les personnes lésées par la guerre, et la loi du 17 avril 1919 précisa que la réparation serait intégrale. Treize départements avaient été touchés: Nord, Somme, Aisne, Pas-de-Calais, Marne, Ardennes, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Oise, Haut-Rhin, Vosges, Moselle et Bas-Rhin.

Le déclenchement de la seconde guerre mondiale a provoqué la création d'un commissariat général à la reconstruction (loi du 11 octobre 1940), qui

est devenu, fin 1944, un des services du nouveau ministère de la reconstruction. La loi fondamentale sur les dommages de guerre subis au cours de la période 1939-1945 est la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946. Quelques six millions de dossiers ont été déposés. L'indemnisation des dommages de guerre avait déjà coûté à l'État, au 31 décembre 1958, plus de 5 000 milliards (valeur 1958), et l'on estimait alors qu'il faudrait environ 650 milliards pour terminer la liquidation des dommages de guerre. C'est donc une part très importante du budget qui a été consacrée à la reconstitution du patrimoine mobilier et immobilier détruit au cours des hostilités.

II. SITUATION DES DOSSIERS DE DOMMAGES DE GUERRE 1939-1945

Les archives de dommages de guerre 1939-1945 représentent selon les résultats d'une enquête générale lancée en mars 1960, un peu moins de 100 kilomètres linéaires. Elles sont dans l'ensemble bien classées, mais le plan général suivant lequel les dommages de guerre sont traités a été souvent modifié par les services départementaux.

Le classement général est le suivant :

1. Dossiers immobiliers :

1° Destructiions totales, ou " reconstruction ",

2° Destructiions partielles, ou " réparation ", en distinguant :
habitations, bâtiments publics, bâtiments agricoles, bâtiments industriels ou commerciaux ;

2 . Dossiers d'éléments d'exploitation :

1° Éléments d'exploitation agricoles (sigle fréquent : Ag),

2° Éléments d'exploitation industriels, commerciaux
artisansaux (sigle fréquent : RICA) (Reconstitution Industrie,
Commerce, Artisanat ou DS),

3° Éléments concernant les services publics (SP ou parfois BP).

III. DOSSIERS MOBILIERS

I. Mobilier familial

2. Mobilier d'usage courant

Ce classement a été souvent modifié pour les deux premières catégories, et devient alors :

I - Dossiers immobiliers habitation (sigle : Z) (Reconstruction réparation) ;

II - Dossiers immobiliers et éléments d'exploitation agricoles ;

III - Dossiers immobiliers et éléments d'exploitation industrielle, commerciale, artisanale ;

IV - Dossiers immobiliers et éléments d'exploitation des services publics ;

V - Dossiers mobiliers.

Il y a eu, à l'origine, un service de dommages de guerre par département. Lorsque la majorité des dossiers a été indemnisée dans un département, le service a été supprimé par rattachement à un centre de règlement. Jusqu'au début de la mission de la direction des Archives de France, les dossiers ont été, en cas de regroupement, envoyés au centre de règlement. Depuis 1960, ne sont transférés que les dossiers non soldés et les dossiers contentieux. Au 31 décembre 1961, il y avait 15 départements possédant en propre un service de dommages de guerre : Nord, Pas-de-Calais, Somme, Seine-Maritime, Oise, Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Manche, Finistère, Morbihan.

Onze centres de règlement de dommages de guerre couvraient le reste de la France :

Paris : Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Eure-et-Loir (4) ;

Caen : Calvados, **Eure**, **Orne** (3) ;

Rennes : Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Mayenne, Sarthe (4) ;

Nantes : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Vendée (3) ;

Orléans: Loiret, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Indre, Cher, Nièvre, Creuse, Allier, Charente-Maritime (9) ;

Bordeaux : Gironde, Deux-Sèvres, Vienne, Charente, Haute-Vienne, Corrèze, Dordogne, Lot-et-Garonne, Landes, Basses-Pyrénées (10) ;

Toulouse : Haute-Garonne, Lot, Tarn-et-Garonne, Gers, Hautes-Pyrénées, Ariège, Pyrénées-Orientales, Aude, Tarn, Avoyron, Hérault (11) ;

Marseille: Bouches-du-Rhône, Lozère, Gard, Vaucluse, **Var**, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Corse (10) ;

Lyon : Rhône, Cantal, Puy-de-Dôme, Loire, Haute-Loire, Ardèche, Drôme, Isère, Ain, **Savoie** et Haute-Savoie (11) ;

Dijon : Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Jura, Doubs, Belfort, Haute-Saône, Haute-Marne, Yonne, Aube (10) ;

Metz : Moselle, Meuse (2).

Nota. - Les départements indiqués en **gras** n'ont été rattachés qu'en 1960 ou 1961 et les dossiers ont été maintenus sur place.

En 1962 : le centre de Toulouse a été rattaché à Paris (1^{er} janvier); l'Aisne sera rattachée à Paris et la Meurthe-et-Moselle à Metz (1^{er} avril); le centre de Rennes sera rattaché à Paris et la Marne à Metz (1^{er} juillet); la Manche sera rattachée à Caen, le Finistère à Paris, les Ardennes à Metz (1^{er} octobre); les Vosges seront rattachées à Metz, les centres de Dijon et de Bordeaux à Paris (31 décembre). Au 31 décembre 1962, il ne restera plus que 8 départements autonomes et 7 centres de règlement: Paris, Caen, Nantes, Orléans, Marseille, Lyon, Metz.

Les conditions de conservation de ces dossiers sont souvent médiocres : bâtiments provisoires, annexes éloignées, hauts rayonnages en bois, sécurité mal assurée.

*

* *

IV. TRI DES DOSSIERS DE DOMMAGES DE GUERRE 1939-1945

A. PRINCIPES GENERAUX

Les dossiers de dommages de guerre constituent une masse beaucoup trop importante pour qu'il soit possible et de les recevoir en totalité dans les dépôts d'archives départementales, et de les faire trier par le personnel des Archives départementales.

Le tri des dossiers de dommages de guerre devra se faire en coopération avec les services de dommages de guerre. Les agents depuis longtemps en fonction sont à même de désigner les dossiers les plus importants, et les particularités propres à l'organisation de leur service. Mais pour ce qui concerne l'ensemble des dossiers, il importe de trouver des facteurs communs permettant de retenir, sans longue mobilisation d'un nombreux personnel, les documents intéressants au point de vue de l'"Histoire" (politique, économique ou sociale, etc.).

Il existe un fichier comptable pour chaque département, la fiche comportant au minimum : la nature du dommage, le nom du sinistré (et parfois sa profession), le lieu du sinistre (et parfois la date et la cause), ainsi que, au dos, le montant de l'indemnité et son règlement.

Chaque département dispose aussi d'un fichier alphabétique, le plus souvent par catégorie de dommages (mais parfois il y a un fichier unique), et, presque toujours, d'un fichier géographique (par communes et, pour les grandes villes, par rues). Des initiatives personnelles ont, dans certains départements, complété ce triple fichier : ainsi la Seine a un fichier des professions libérales (hommes de lettres, avocats,

médecins ou chirurgiens, artistes), et la Seine-Maritime a établi, pour les dommages commerciaux, industriels et artisanaux, des registres à fiches mobiles groupées par nature de dommages. On pourra donc effectuer le tri en combinant plusieurs méthodes qui paraissent applicables partout :

1. Montant de l'indemnité. Plus on désirera garder de dossiers, plus on fixera bas le seuil de l'indemnité, et vice versa.

2. Echantillonnage par commune, en utilisant le fichier géographique. Il faudra ici, après avoir pris l'avis des services départementaux de la construction que vous fassiez une étude pour déterminer, en fonction de l'histoire de la guerre 1939-1945 et des caractéristiques générales de votre département, les communes à choisir. Les dossiers des communes détruites entièrement par représailles seront évidemment gardés: pourront l'être aussi ceux des communes où se sont passés d'importants faits militaires (par exemple : le mur de l'Atlantique, le raid canadien sur Dieppe, la poche de Royan, le bombardement et la destruction totale du port autonome de Bordeaux par les Anglais, etc.). Vous chercherez aussi à dégager quelques communes typiques, notamment pour ce qui

concerne les dommages agricoles: communes de cultures, d'élevage, commune forestière, viticole, etc. A titre d'exemple, le chef du service des dommages de guerre de la Seine-Maritime propose le choix suivant : une commune du pays de Caux, une du pays de Bray, un quartier du Havre, un de Rouen.

3. Echantillonnage par nature des dommages pour ce qui concerne les dossiers industriels, commerciaux et artisanaux, en utilisant des fiches alphabétiques qui, dans le cas de ces dossiers, mentionnent habituellement les professions. Il suffira de garder quelques dossiers d'épiciers, de coiffeurs, de garagistes, etc., les dossiers industriels pouvant être retenus en bien plus grand nombre. Afin de ne garder que les dossiers importants on pourra compléter ce système d'échantillonnage en faisant jouer un certain seuil d'indemnité. Il vous appartiendra d'adapter cet échantillonnage aux caractères propres de votre département (par exemple: garder tous les dossiers de la bonneterie à Troyes, des tissages à Rouen, etc., chaque dossier pris individuellement pouvant être modeste dans le cas de travail dispersé et non concentré).

B. REALISATION DU TRI PAR CATEGORIES DE DOSSIERS

a. Dossiers immobiliers

1. Destructiions totales :

garder l'ensemble des dossiers (il a d'ores et déjà été demandé aux services des dommages de guerre de mettre à part les dossiers de destructions totales dans le cas où ils étaient confondus avec ceux de destructions ces, comportent les dommages les plus importants et seront donc utiles pour l'histoire de la guerre 1939-1945. Ils comportent souvent un plan de l'immeuble détruit et un plan de l'immeuble reconstruit, d'où l'intérêt pour l'histoire de l'urbanisme.

2. Destructiions partielles :

les dossiers de simples réparations de maisons devront faire l'objet d'un tri poussé de façon que ne soient retenus que les dossiers les plus importants. Un tri en valeur est possible à partir du fichier comptable. Il semble que la fixation d'un montant d'indemnité minimum d'un million F mêlés pour des réparations effectuées avant 1950 et de deux millions pour des réparations terminées après 1950, permettrait de ne garder que les très gros dossiers. Les fiches comptables sont classées habituellement par catégories, mais il peut arriver - c'est le cas du centre de règlement de Paris, par exemple -, qu'elles soient classées dans un ordre alphabétique unique. Il sera alors préférable de se contenter de demander aux services eux-mêmes, familiers de ces dossiers, de désigner les " réparations " importantes, solution également possible s'il

est nécessaire (ce qui peut être le cas des départements très industrialisés des régions du Nord et de l'Est) de consacrer un temps maximum au tri des dossiers industriels et commerciaux. Ce tri sera complété par l'échantillonnage qui gardera l'ensemble des dossiers de telle ou telle localité. De toute façon on gardera tous les dossiers concernant des monuments historiques. M. Jean Verrier en a dressé la liste dans le *Bulletin monumental* de 1946 (tiré à part *Les dommages de guerre aux édifices classés parmi les monuments historiques et inscrits à l'inventaire supplémentaire*), Paris, Société française d'archéologie, 1947, 43 p., fig.).

Les dossiers de réparations des bâtiments agricoles, industriels et commerciaux " Réparations " suivront le sort des dossiers d'éléments d'exploitation correspondants.

b. Éléments d'exploitation

1. Dossiers agricoles

Ils constituent un volume important, puisqu'on a indemnisé aussi bien le cheptel mort ou le cheptel vif que les destructions d'arbres et de haies, ou les détériorations de champs. Il n'apparaît pas utile de garder un grand nombre de ces dossiers et le tri devra être fait par échantillonnage des communes les plus typiques au point de vue du caractère économique ou social et des communes touchées le plus directement par les événements militaires: mur de l'Atlantique, terrains employés pour des aérodromes, zones minces (Bouches-du-Rhône : 50 200 hectares, Vosges : 44 000, pour seulement 7 900 en Seine-Maritime, 15 300 en Calvados, 18 250 dans la Manche). Le choix devra donc répondre aux caractéristiques de chaque département en conservant de préférence les dossiers concernant des exploitations totalement détruites. Dans la Gironde et les Landes, les dossiers forestiers ont fait, en raison de leur importance, l'objet d'un classement à part par les services des dommages de guerre; or, est actuellement en dernier appel une demande d'indemnisation pour un propriétaire forestier de cette région, s'élevant à 3 milliards d'anciens francs.

2. Dossiers industriels, commerciaux et artisanaux

Il serait souhaitable de garder le maximum de dossiers industriels, en raison de la pénurie habituelle des documents sur cette activité économique. On aurait ainsi une coupe sur l'industrie française en 1939-1945, qui fournirait les indications les plus utiles. Chaque demande d'indemnisation a fait l'objet d'une enquête qui constitue souvent un bilan de l'entreprise. Le tri sera fonction des renseignements fournis par les

fichiers de chaque département. Si le fichier comptable est utilisé, il conviendra de fixer des seuils d'indemnités (variables selon les catégories d'industries et commerces) assez bas, et l'on s'efforcera même, dans la mesure du possible, de garder l'ensemble des dossiers pour telle ou telle catégorie d'entreprises. Les services des dommages de guerre mettront à votre disposition une liste des différents commerces et industries dont il est fait état dans leurs dossiers.

La même observation est valable pour les dossiers commerciaux, du moins pour les gros commerces. Pour les petits commerces et les artisans, un simple échantillonnage devrait suffire, à partir des fichiers alphabétiques qui, pour ces catégories, indiquent les professions. Cette solution, aisée dans les départements peu sinistrés serait plus compliquée pour les départements très sinistrés. On pourrait alors admettre que l'échantillonnage géographique retenant la totalité des dossiers de telle ou telle commune serait suffisamment représentatif, et se contenter de le compléter par l'utilisation du fichier comptable (seuil d'indemnité à préciser).

3. Il y a intérêt à garder tous les dossiers concernant les services publics en réservant la possibilité d'un tri ultérieur par le personnel des Archives départementales. Il est à noter que ces dossiers, s'ils sont peu nombreux, sont par contre dans l'ensemble assez volumineux.

c. Dossiers mobiliers

Ma circulaire AD 61-2, du 28 janvier 1961, vous a prescrit de ne conserver que les dossiers mobiliers présentant des éléments d'un intérêt historique certain. Ce choix sera complété par la conservation de l'ensemble des dossiers de quelques communes de chaque département.

d. Pièces diverses

Sur les dossiers administratifs et financiers dont il vient d'être parlé se greffe une série de pièces de caractère complémentaire qui pourront être triées lorsque leur intérêt administratif aura cessé :

- les fichiers devront être conservés ;
- de la correspondance, qui se retrouve dans chaque dossier, ne mérite d'être gardée que celle signée par le chef du service des dommages de guerre ou le directeur départemental ;
- les dossiers d'allocations d'attente pourront être entièrement détruits ;

- un tri sera effectué dans les dossiers de " trop-perçus ", ceux de mutation ou transfert, ceux de négociations de dommages de guerre ;
- les archives des " associations syndicales de reconstruction " (ASR), organismes semi-publics, et celles des coopératives syndicales de reconstruction (CSR), organismes privés, sont soumises à la prescription décennale. Elles complètent les dossiers immobiliers conservés par les directions départementales, mais la plus grosse partie de leur volume est constituée par des devis et pièces financières de travaux.

e. Dossiers judiciaires

Quant aux archives judiciaires, les instructions données par la circulaire de la direction des Archives de France du 4 août 1947, relative aux papiers des dommages de guerre 1914-1918, pourraient leur être appliquées, en faisant toutefois observer que la structure des juridictions de dommages de guerre n'est pas la même. Fixée principalement par la loi n° 52-377 du 9 avril 1952, art. 2, et par le décret n° 58-1223 du 11 décembre 1958, art. 1^{er}, elle comporte :

- une commission supérieure de cassation des dommages de guerre ;
- une commission nationale des dommages de guerre ;
- des commissions régionales, dont les sièges et ressorts ont été fixés par arrêtés du garde des sceaux et du ministre de la construction; des commissions d'arrondissement.

C. CONDITIONS MATERIELLES DU TRI

Pour profiter de l'expérience des personnes encore en place, il a été décidé que le tri des dommages de guerre 1939-1945 sera effectué au cours de l'année 1962 dans les locaux des services de la construction par des agents du ministère de la construction, sur vos indications et sous votre contrôle. MM. les directeurs départementaux de la construction ont été informés de ces dispositions par circulaire n° 62-11 du 6 février 1962 (ci-dessous, annexe I).

Vous ferez rédiger par ces agents un bordereau détaillé des dossiers à archiver définitivement.

Les dossiers non retenus après triage seront détruits, avec votre visa, dès que les dispositions générales auront été obtenues à ce sujet. Le transfert aux Archives départementales des dossiers à archiver se fera par les

soins et aux frais des services du ministère de la construction.

Dans les cas où les dossiers de plusieurs départements ont été regroupés dans un centre de règlement le directeur des services d'archives du département où se trouve le centre de règlement contrôlera le tri de l'ensemble des dossiers, en liaison avec ses collègues des départements intéressés; le moment venu, les dossiers seront remis aux Archives des départements intéressés pour archivage définitif.

André Chamson,

de l'Académie française.

ANNEXE

Extrait de la circulaire n° 62-11 du ministère de la construction (direction des dommages de guerre, sous-direction administrative et financière) aux préfets et aux directeurs départementaux de la construction, du 6 février 1962, relative à l'archivage des dossiers de dommages de guerre en application de la loi de finances 1962

Section IV

Art. 33. - 1° Dossiers relatifs aux biens meubles d'usage courant ou familial.

À partir du 1^{er} janvier 1963, tous les dossiers mobiliers sont destinés à être détruits à l'exception :

- a. Des dossiers que MM. les directeurs des services d'archives départementales auront désiré conserver en raison de leur intérêt historique ou scientifique ;
- b. Des dossiers faisant l'objet d'un recours encore pendant, devant une commission de dommages de guerre ou toute autre instance judiciaire ;
- c. Des dossiers au sujet desquels les titulaires auraient demandé, en application de l'article 28 de la loi 61-825 du 29 juillet 1961, la restitution de certains documents, dans l'hypothèse où MM. les directeurs départementaux n'auraient pas donné satisfaction à la demande ;
- d. Des dossiers dont les titulaires ont demandé la conservation en vue

d'obtenir le bénéfice de la loi fédérale allemande (loi Brug).

Art. 34. - 2° Dossiers relatifs aux éléments d'exploitation ou à des bâtiments partiellement détruits.

Dans l'attente de dispositions générales permettant l'archivage définitif ou la destruction, il sera procédé, dès cette année, au choix des dossiers qui, lorsque ces dispositions générales seront intervenues, devront faire l'objet d'un archivage définitif aux archives départementales. Ce choix sera effectué par MM. les directeurs des services d'archives départementales, avec le concours des services de dommages de guerre de chaque département ou centre de règlement.

Art. 35 . - 3° Dossiers relatifs à des bâtiments totalement détruits. Ces dossiers. devant être retenus dans leur ensemble par la direction des Archives de France, seront dès maintenant distingués des dossiers relatifs aux bâtiments partiellement détruits.

Art. 36. - Compte tenu des différentes situations locales les modalités de l'archivage des dossiers visés aux § 34 et 35 feront l'objet de décisions particulières qui interviendront après que des contacts auront été pris, à l'initiative des administrations centrales intéressées, avec MM. Les directeurs des services d'archives départementales et MM. les directeurs départementaux de la construction.

Pour le ministre et par délégation

Le directeur du cabinet,

Cl. Lasry.